

BUDGET 1974

SOCIETE: I.N.C.N

RUBRIQUES

CONFIDENTIEL

I- RECETTES

1- MOYENS PROPRES	14.900
2- INTERVENTION DU TRESOR	557.193
3- INTERVENTION I.G.P.	
4- AUTRES SOURCES	<del>49.289</del> (x)
TOTAL RECETTES	621.382

II- DEPENSES

A- FONCTIONNEMENT

1- PERSONNEL	304.600
A) EXPATRIE	
B) CADRES NATIONAUX	
C) AUTRES AGENTS	
2- MISSIONS ET VOYAGES	22.229
A) INTERIEUR	
B) EXTERIEUR	
3- FOURNITURES DE BUREAU	
4- ENTRETIEN ET REPARATION	122.253
5- MATERIEL DURABLE	
6- AUTRES FRAIS GENERAUX	44.300
TOTAL <u>B.O.</u>	493.382 ✓

B- FORMATION PERSONNEL

C- EN CAPITAL

1- MOYENS PROPRES	
2- INTERVENTION DU TRESOR	128.000 ✓
3- INTERVENTION I.G.P.	
4- AUTRES SOURCES	
TOTAL <u>B.E.</u>	128.000
TOTAL DEPENSES	<b>621.382</b> ✓

(x) A TROUVER

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Institut National pour la  
Conservation de la Nature  
Tél. : 59.289 - 59.407  
B.P. 4019 - KIN 2



DIRECTION GENERALE

+ Impact budgétaire  
- augmentation 1974

- Personnel de Cadre

augmentation 12 mois<sub>74</sub>  $\approx$  8000 Z

Somme globale à payer<sub>12 mois<sub>74</sub></sub>  $\approx$  72.000 Z

- Personnel s/Contrat

- Gardes : En les mettant sur le même salaire que les BDN<sub>1973</sub>

augmentation 12 mois  $\approx$  36.000 Z

Somme globale à payer 12 mois  $\approx$  200.000 Z

- Travailleurs ??

augmentation globale à décider  
encore par Inspection du Travail.  
actuellement gagnent 12 mois  $\approx$  48.000 Z

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Institut National pour la  
Conservation de la Nature

Tél. : 59.289 - 59.407

B. P. 4019 - KIN 2



DIRECTION GENERALE

Il faut trouver

± 8.000 Z Personnel Cadre

± 36.000 Z Personnel Gardes

± 5000 Z Pour Travailleurs

---

± <sup>49</sup>50.000 Z



**CONFIDENTIEL**

**MEMORANDUM SUR LA SITUATION  
FINANCIERE I. N. C. N.  
=====**

- I. **La nouvelle officieuse du montant de notre budget pour 1974 constitue un réel catastrophe si elle se confirme. Un pareil budget ne serait pas loin de constituer l'arrêt de mort de l'INCN. . . .**

<u>Situation 1973</u>		<u>Situation 1974</u>	
B. O.	400.000	B. O.	429.000
B. E.	360.000	B. E.	128.000
-----		-----	
Total :	760.000	Total :	557.000
=====		=====	

**SOIT UNE REDUCTION GLOBALE de 202.000 Zafres !!!**

- II. Pour la première fois - en 1973 - avec le montant accordé global, nous avons pu aller dynamiquement de l'avant, en particulier pour les équipements et nous n'avons pas vécu dans la crainte d'étranglement. . . . Nous sommes, par ailleurs, en pleine période de zafrisation - grâce à des universitaires de haut niveau.
- III. Rappelons que la Conservation est devenue une priorité considérable mondiale - et bien entendu au Zaïre et que le Président y attache une importance capitale. Notre personnel coûte aussi cher que des militaires, car il a uniformes, bottes, tentes, armement, il vit constamment en "opérations paramilitaires", il est établi dans 22 zones qui représentent 4 % de la superficie totale de l'Etat.

Pour information :

1. le budget accordé représente 0,1 % (un millième) du budget de l'état - alors que nous gérons 4 % de sa superficie et bientôt 10 à 15 %, selon les instructions du Président (un dixième).
2. contrairement à l'opinion générale, le Zaïre dépense - en valeur relative et absolue - beaucoup moins pour la conservation de la Nature que les pays voisins (Kenya, Tanzanie et surtout Zambie dont le budget est 4 fois plus élevé).

Avec ce budget prévu, nous pourrions uniquement payer le personnel et l'essence c'est à peu près TOUT ! et des investissements tout à fait mineurs.

IV. Nos prévisions 1974 étaient précises et remises en temps voulu.

B. O. : 681.282 Z. (c'est-à-dire les mêmes prévisions que 1973 mais avec + 10 % augmentations pour compenser le coût de la vie + 20 % augmentation des salaires personnel.

B. E. : 364.000 Z.

Nouvelles réserves ordonnées par le Président 90.000 Z.

Ceci laisse de côté le budget pour :

- l'avion
- la conférence UICN
- la prise en charge éventuelle du Département de la chasse depuis l'Agriculture.

En plus, nous n'avons jamais reçu des frais de fonctionnement et salaires (sauf le Directeur) de budget "Environnement/INCN", quoi que ce service dépende de nous.

---

PERSPECTIVES et nécessité ABSOLUE

Au moment où l'INCN - fierté du pays - visité par tant de Chefs d'Etat - entame sa relance, au moment où nous avons notre objectif 1975, non seulement théorique mais de fait (1.000 délégués mondiaux attendus chez nous !!), au moment de l'engagement massif d'universitaires zafrois, au moment où nous sommes lancés dynamiquement pour suivre les ordres du Président, d'étendre nos réserves, il nous est impossible de faire autre chose que "survivre, sans le budget suivant qui est une réalité un BESOIN effectif, non un "projet gonflé".

<u>B. O.</u>	<u>1973</u> <u>400.000</u>	<u>1974</u> <u>500.000</u>
--------------	-------------------------------	-------------------------------

ceci couvre à peine l'augmentation des salaires prévue par le Chef de l'Etat et l'augmentation du coût de la vie.

<u>B. E.</u>	<u>364.000</u>	<u>364.000</u>
--------------	----------------	----------------

nous demandons simplement la reconduction, sinon, tout notre programme est stoppé.

Etant réaliste, nous devons ajouter :

- pour la préparation du Congrès 1975 : 20.000 Z.
- pour l'environnement, toujours totalement insubsidé chez nous : -
- pour l'avion bimoteur - absolument capital, sinon, nous risquons notre vie tous les jours au dessus de la forêt ! en monomoteur; + 60.000 Z.

et SURTOUT, PRIORITE des PRIORITES le montant nécessaire pour lancer ces 5 ou 6 nouvelles réserves ordonnées par le Président, dont on parle dans le monde entier et qui seront annoncées officiellement devant les 1.000 délégués en 1975.

Lancer une réserve nous coûte au minimum 40.000 Z.

Une nouvelle réserve signifie la relance économique d'une ou plusieurs zones - souvent défavorisée - un noyau d'organisation et de discipline - et des gardes armés d'une fidélité à toute épreuve à l'Etat.

Pour ce montant - où nous adressons un appel solennel aux plus hautes autorités - il convient de disposer de 5 x 40.000 Z. =

200.000 Z.

Ceci est un minimum absolu, si nous voulons suivre les instructions du Président.

Nous ne pouvons en aucune façon créer des "réserves sur papier" !

RECAPITULATION

a) <u>budget global</u>	<u>764.000 Z.</u>
accordé en 1973	(400.000 B. O.
<u>et qui suffisait</u> (sans les nouvelles réserves)	364.000 B. E.)

b) <u>budget global provisoire</u>	<u>552.000 Z.</u>
accordé en 1974 et qui signifie en quelque sorte la "fin de l'INCN"	(429.000 B. O. 128.000 B. E.)

c) 1) <u>budget global de base</u>	<u>864.000 Z.</u>
INDISPENSABLE pour continuer notre relance	(500.000 B. O. 364.000 B. E.)

2) Annexes prioritaires

- Création des nouveaux Parcs (ordre du Président)
- préparation conférence UICN
- tranche bimoteur

PRIORITE ABSOLUE

200.000 Z.  
20.000 "  
60.000 "

.../...

Si, par malheur, notre budget était maintenu au chiffre dérisoire actuel, nous devrions immédiatement prendre les mesures suivantes :

- a. licenciement de tout le personnel (en particulier Salonga et Maiko) engagé au cours des 18 derniers mois.
- b. instructions à tous nos services d'arrêter toute dépense - se limiter à une survie élémentaire (salaires + essence + minimum absolu investissement; véhicule en panne)!!
- c. impossibilité d'engager de nouveaux universitaires + ceux en place étant maintenus à grande peine.
- d. refus du projet FAO/PNUD, étant totalement incapable d'assurer la contrepartie.
- e. blocage de TOUT investissement nouveau, construction, pont, aérodrome; certains "coupés" en plein milieu du travail.
- f. impossibilité d'assurer la gestion de 2 des nouvelles réserves créées en 1970 (Salonga, Maiko .....!).
- g. aucune relance de l'Epulu  
- tellement recherché pour ses Okapis.
- h. absence de tout bimoteur; revente éventuelle de notre monomoteur; suppression des phonies, si capitales.
- i. impuissance de réaliser le programme imposé par le Président (12 à 15 %).
- j. crainte réelle de ne pouvoir faire face aux dépenses causées par le Congrès mondial de 1975.
- k. *recherche scientifique nulle* *1 - pilotes*

Ajoutons enfin les points suivants correspondant à une "perte sèche" pour notre Institution.

	<u>manque à gagner</u>
1. "offre" des okapis et non plus vente	100.000 Z.
2. absence des bénéfices de l'hôtel Rwindi, qui reste à 50 % notre propriété (soit $\pm 50\%/2$ )	25.000 Z.

Il va de soi que dans ces matières nous suivons scrupuleusement les instructions; il n'en reste pas moins que le manque à gagnée est réel, car nous ne recevons aucune compensation à ce sujet (frais, capture etc. ....).

Ajoutons que - même si nous ne devons pas légalement nous substituer <sup>à</sup> constamment à une série de services, qui localement, pèchent par carence totale - l'intérêt général prime (routes, aéronautique, télécommunications, tourisme, contrôle chasse etc...).

Note : Les montants prévus, semblent dérisoires à côté par exemple de ce qui est envisagé pour le seul hôtel de GOMA (5 millions de Zaïres) - hôtel qui n'a de raison d'être que si l'INCN peut fonctionner !

Nos réserves font vivre directement environ 12.000 personnes et indirectement des milliers d'autres.

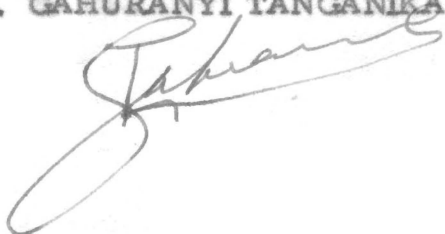
---

Très respectueusement.

Fait à Kinshasa, le 11 Décembre 1973.

LE DIRECTEUR GENERAL ADJOINT,

= Ir. GAHURANYI TANGANIKI. =



LE DIRECTEUR GENERAL, .

= Dr. J. VERSCHUREN. =

